

L'Enseignement primaire, (15 avril 1956), « La situation économique des Canadiens français ».

Michel Brunet

Volume 10, numéro 1, juin 1956

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301752ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301752ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brunet, M. (1956). Compte rendu de [*L'Enseignement primaire*, (15 avril 1956), « La situation économique des Canadiens français ».] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 10(1), 128–132. <https://doi.org/10.7202/301752ar>

L'Enseignement primaire, (15 avril 1956), « La situation économique des Canadiens français ».

A l'occasion de la Semaine de Fierté nationale, la revue du Département de l'Instruction publique a invité quelques collaborateurs à parler des problèmes économiques du Canada français. Tout le monde sait que la question est à l'ordre du jour. Le Conseil de la Vie Française a choisi comme thème d'étude : « L'économie au Canada français. » La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal entreprend une enquête sur la situation présente des Canadiens français dans la vie économique de leur milieu. Lors de leur dernier congrès, les membres des Chambres de Commerce de la province se sont interrogés sur le même sujet. Quelques optimistes ont soutenu que la création d'une banque d'affaires aiderait beaucoup au développement et à la fondation d'entreprises canadiennes-françaises. Des théoriciens bien intentionnés mais peu réalistes persistent à voir dans le coopératisme le salut de la collectivité. Une majorité aveugle se plaît à dire que les Canadiens français progressent rapidement dans le domaine économique et refuse de voir les faits tels qu'ils sont. Le débat continue et continuera encore longtemps . . .

Qu'ont à dire les collaborateurs de *L'Enseignement primaire* ? Mgr Paul-E. Gosselin rappelle que les fondateurs de la Nouvelle-France « étaient de grands voyageurs et de hardis brasseurs d'affaires, des découvreurs de pays et des bâtisseurs d'entreprises ». Il souhaite qu'on écrive l'histoire économique du Canada français. M. Jean-Charles Bonenfant tente de démontrer que l'argent « n'est donc pas nécessairement protestant, et rien n'exige que dans notre Province, il soit anglo-saxon ». Comme Mgr Gosselin, M. Bonenfant soupçonne que l'histoire économique de notre nationalité nous apprendrait peut-être pourquoi l'argent n'est pas français et catholique au Canada français depuis la Conquête anglaise.

Un historien avait été invité à expliquer l'infériorité économique des Canadiens français. M. Albert Faucher, chargé d'un cours d'histoire économique du Canada à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, a intitulé son article, « Investisse-

ment, épargne et position économique des Canadiens français ». L'auteur se demande d'abord s'il est vrai que les Canadiens français « n'ont pas la part qui leur revient dans la vie économique du pays ». Une longue et indigeste ratiocination suit pour démontrer que cette « assertion soulève un problème » et « prête à l'équivoque ». Finalement, après bien des hésitations et de savantes distinctions, le professeur Faucher daigne reconnaître que les Canadiens français ne sont pas maîtres du développement économique de la province où ils forment plus de 80 % de la population.

L'auteur fait ensuite étalage d'une science mal digérée. Il accumule des chiffres, des statistiques et des considérations, sur l'expansion du capitalisme américain. Fidèle partisan du nationalisme *Canadian*, il exagère l'importance des capitaux américains dans l'industrie manufacturière du Canada. Et les Canadiens français dans tout cela ? Pourquoi n'ont-ils pas joué un rôle plus considérable dans l'organisation économique du territoire qu'ils habitent depuis plus de trois cents ans ? Tout simplement parce qu'ils n'avaient pas « la mentalité capitaliste », répond le professeur Faucher. C'est simple comme bonjour, mais il fallait y penser ! « Voilà justement ce qui fait que votre fille est muette », déclarait doctement Sganarelle. Que penser d'un médecin qui expliquerait au patient qui s'inquiète de sa débilité : « Mon ami, vous êtes malade parce que vous n'avez pas la mentalité d'un homme en santé ? » M. Faucher prend la peine de préciser que cet état d'esprit a-capitaliste ou anti-capitaliste date de l'époque de la Nouvelle-France et s'est maintenu « malgré la conquête ». A-t-il étudié la carrière étonnante des grands commerçants canadiens qui ont bâti l'empire français d'Amérique ? Les Charles Aubert de La Chesnaye, Jacques Le Ber, Nicolas Perrot, Charles Le Moyne, Pierre Le Moyne d'Iberville et leurs successeurs du XVIII^e siècle ont été des entrepreneurs capitalistes audacieux dont les idées économiques étaient plus avancées que celles de plusieurs professeurs contemporains d'économie politique.

M. Faucher croit-il aux innéités ? Sinon, pourquoi néglige-t-il d'expliquer les origines de cette mentalité particulière que l'on constate chez les Canadiens français après 1760 ? C'est sa tâche comme historien. Il préfère se lancer dans une longue dissertation sur les investissements démographiques et les investissements économiques. Il reproche aux Canadiens français de s'être limités à la première catégorie d'investissements mais il ne se demande pas s'ils avaient les épargnes nécessaires pour organiser eux-mêmes la mise en valeur de leur milieu. C'est la ques-

tion essentielle qu'il aurait dû se poser. Il a préféré invoquer l'argument du fatalisme psychologique. Nos pseudo-sociologues de l'école romantique du siècle dernier aimaient beaucoup cette explication fantaisiste. Tirons ici le rideau. Chacun demeure libre de déplorer ou de louer nos innéités anti-capitalistes. Mais les gens sérieux cherchent d'autres explications à notre infériorité économique.

Le professeur Faucher déclare à la fin de son article qu'il serait peut-être « hasardeux » de confier une banque d'affaires « aux économistes de la chaire nationaliste ». Ses inquiétudes à ce sujet ne semblent pas fondées ; elles sont la conséquence de ses préjugés anti-nationalistes et anti-montréalistes. Et je ne doute pas que l'administration de cette institution de crédit sera entre les mains d'hommes d'affaires et de financiers compétents. Mais je tremble quand je songe que M. Faucher est titulaire de la chaire d'histoire économique du Canada à l'Université Laval. On serait tenté de dire, sans faire un jugement téméraire, que ce choix s'avère « hasardeux ». Par exemple, n'est-il pas étonnant de constater que Mgr Gosselin et M. Bonenfant, qui ne se prétendent pas spécialistes en histoire économique, en savent beaucoup plus long que lui sur l'économie de la Nouvelle-France et sur les conséquences économiques de la Conquête anglaise pour la nationalité canadienne-française ? Plusieurs instituteurs et institutrices qui ont lu *L'Enseignement primaire* du mois d'avril dernier ont certainement dû s'en rendre compte.

*Institut d'histoire,
Université de Montréal.*

Michel BRUNET